

page 5 introduction

PRE

À la mémoire d'Ivan G. Tiouline (1947-2007).

Russie : espace-temps perdu, espace-temps retrouvé

Comment penser la Russie aujourd'hui ? À brûle-pourpoint : en combinant analyses spatiale et temporelle. Tenter de comprendre la Russie aujourd'hui implique de pénétrer un espace-temps qui n'est pas le nôtre. Depuis la chute du mur, nous partageons un espace commun, mais sans utiliser les mêmes repères temporels. Ce décalage de rythme est source de bien des incompréhensions. Depuis l'effondrement de l'URSS, la Russie a su, une fois de plus, survivre, résister et se réorganiser. La « transition » des années 1990 correspond pour les autorités et la population aux chocs telluriques provoqués par le passage d'un espace-temps à un autre : en moins d'une génération, le passage d'un système impérial, collectiviste et fortement idéologisé à un système fédéral, individualiste et totalement « désidéologisé ».

Sous nos yeux, la Russie s'est métamorphosée, en ayant le sentiment d'avoir été victime d'un marché de dupes : « la puissance perdue contre la prospérité introuvable¹ ». Ce déclin s'est accompagné de pressions extérieures continues et d'une forte dépendance financière, vécues comme une suite ininterrompue d'humiliations. Ce cycle est désormais clos. Depuis 1999, la Russie connaît une euphorie économique, en partie volatile, mais qui a pour principale conséquence de permettre aux Russes (du moins à certains d'entre eux) de profiter. À la veille d'une échéance présidentielle cruciale (mars 2008), la Russie est indiscutablement plus puissante, c'est-à-dire capable de peser sur son environnement, qu'elle ne l'était en 1999.

Pays proche mais intimidant, complexé et arrogant, brutal et sentimental, la Russie charrie un flot de paradoxes, d'interprétations contradictoires et de poncifs, qui polluent l'interprétation que nous en faisons et, en conséquence, nos politiques. Elle semble tenaillée entre l'immuable et l'immédiat. Les experts russes tentent souvent de saisir sa situation actuelle par des analogies historiques. La Russie de Vladimir Poutine serait « tsariste », dans le sens où l'administration présidentielle serait la seule institution fonctionnant véritablement². Le régime de V. Poutine correspondrait à une forme de « restauration » après une phase révolutionnaire sans morts, mais où tarderait à poindre une « bourgeoisie » porteuse d'un projet politique, en l'occurrence le respect de la propriété³. La Russie ne parviendrait pas à rompre avec un « militarisme » associant le prestige de l'État à celui

Ce numéro spécial n'aurait pas été possible sans la mobilisation des équipes de l'Ifri. Au service des Publications : Delphine Renard, Claire Despréaux et Élodie Ledanois. Un remerciement spécial est dû à Marielle Roubach. Les cartes doivent beaucoup à Adrian Dellecker, Eddy Fougier, Madeleine Benoit-Guyod et Bernard Sullerot ainsi qu'à Tatiana Kastouéva-Jean, qui a assuré l'essentiel du travail de coordination. Que tous soient très chaleureusement remerciés.

1. G. Sokoloff, *Métamorphose de la Russie 1984-2004*, Paris, Fayard, 2003, p. 21.

2. D. Trenin, « Reading Russia Right », CEIP, *Policy Brief* n° 42, octobre 2005.

3. L. Aron, « Institutions, Restoration, and Revolution », AIE, *Russian Outlook*, printemps 2005.

de l'armée, militarisme qui plongerait ses racines dans le servage et l'auto-cratie⁴. Cette diversité des références historiques illustre la complexité de nos représentations du passé russe.

Écrire l'histoire en Russie (soviétique) a longtemps été un métier sous surveillance, car il consistait essentiellement à une « célébration de la puissance étatique⁵ ». Le rapport au passé n'est pas seulement affaire d'historiographie, mais aussi de politique. Les dirigeants russes sont porteurs d'une mémoire composite à la fois impériale, soviétique et nationale, qu'il est indispensable de connaître pour saisir leur vision du monde. Plus qu'aucun autre, V. Poutine cherche à se montrer à la hauteur de l'histoire russe : il agit, réagit, en fonction de références héritées du passé.

La référence au « loup » américain utilisée par V. Poutine en mai 2006 est loin d'être anecdotique. Elle traduit sa vision hobbesienne du monde, vision partagée par la plupart des dirigeants russes passés et actuels⁶. Précarité des situations, fulgurance des ascensions et brutalité des revers de fortune expliquent ce « désir inquiet d'acquérir puissance après puissance, désir qui ne cesse seulement qu'à la mort⁷ », omniprésent en Russie aujourd'hui. Au risque de schématiser, l'outillage mental des dirigeants russes est façonné par le prestige associé à la « chose militaire et au service de l'État », à un moment où les possibilités d'enrichissement personnel se multiplient. De là découle une notion d'intérêt général minée par les intérêts personnels.

Non sans succès, V. Poutine s'emploie à véhiculer une image de modernisation et d'ouverture de son pays, désormais inscrit dans la globalisation. Évolution relativement récente : il se réfère régulièrement aux BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) afin de présenter la Russie comme une puissance de demain. Le produit intérieur brut (PIB) cumulé des BRIC est désormais supérieur à celui de l'Union européenne (UE) et le potentiel économique de ces nouveaux centres de la croissance mondiale doit, selon lui, se traduire en « influence politique⁸ ». Or, en raison précisément de ce poids du passé et de cette obsession de prestige, la Russie est une puissance émergente sur le retour. Ce paradoxe conduit à s'interroger sur la viabilité de ce modèle de développement pour un pays subissant un choc démographique sans précédent, ainsi que sur sa compatibilité avec le discours du Kremlin sur la « spécificité russe », discours qui prône un rythme de développement propre et un fort degré d'autonomie sur la scène internationale. Une telle

4. A. Golc, *Armiâ Rossii: 11 poterânyh let (Les armées de la Russie : onze années perdues)*, Moscou, Zaharov, 2004.

5. M. Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Flammarion, 1999.

6. R. Legvold, « Introduction », in R. Legvold (dir.), *Russian Foreign Policy in the Twenty-First Century and the Shadow of the Past*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 10.

7. T. Hobbes, « De la diversité des mœurs », *Léviathan*, 1651.

8. V. Poutine, discours de Munich, 10 février 2007 (disponible sur <www.kremlin.ru>).

orientation obligerait également à repenser les relations de la Russie avec ses partenaires traditionnels, au premier rang desquels figure l'Europe – l'UE représente aujourd'hui plus de 57 % de ses exportations. Autrement dit, il faut se demander si nous assistons à une modification profonde du projet de puissance de la Russie ou à un nouvel avatar de son ambivalence traditionnelle à l'égard de l'espace européen.

Quel chemin vers la Russie ?

Premières approches

Commençons par un constat. L'expertise sur la Russie est aujourd'hui saturée d'informations. Même si ce pays reste difficile à percer, les contacts sur place sont bien plus aisés que par le passé. Il existe, dès lors, une large palette d'interprétations de la Russie. Les textes rassemblés dans ce numéro spécial ont été rédigés par des chercheurs russes, britanniques, américains et français ; ils sont le fruit de différentes approches privilégiant tour à tour les prismes stratégique, politique, militaire, économique ou énergétique.

Ils ont une double origine. Huit d'entre eux ont été publiés dans les colonnes de *Politique étrangère*, alors que les cinq autres l'ont été dans la collection numérique *Russie.Nei.Visions*⁹. Pris dans leur ensemble, ces textes forment une toile impressionniste permettant de replacer la Russie dans son environnement international. Lus en continu, ils dessinent une méthode consistant à privilégier le lien entretenu par la Russie avec l'étranger, avec ses étrangers. C'est bien ce lien qui est problématique, dans la mesure où le débat d'interprétation de la Russie réside dans l'articulation entre politique intérieure et politique extérieure, en tenant pour acquise l'idée selon laquelle un durcissement intérieur finit toujours, dans un régime non démocratique, par se traduire dans son comportement extérieur. Dans cette optique, une Russie un tiers démocratique et deux tiers autoritaire présenterait le risque de bouffées nationalistes aux répercussions directes sur son voisinage et sa politique internationale.

Ce débat reste ouvert et contribue notamment à expliquer les différences d'approches politiques de l'espace post-soviétique entre les États-Unis, l'Allemagne ou la France¹⁰. Pour les uns, le « néo-impérialisme » résumerait désormais la politique étrangère russe, qui chercherait à exercer une nouvelle domination sur son étranger¹¹. Pour les autres, cette lecture

9. Créée en avril 2005, cette collection est disponible en français, en anglais et en russe sur le site de l'Ifri, <www.ifri.org>.

10. Séminaire conjoint Ifri/CSIS : « Is Russia a Neo-Imperial or a Post-Imperial Actor? », Paris, novembre 2006.

11. Pour une vive dénonciation de ce « néo-impérialisme », voir J. Bugajski, *Cold Peace*, Washington, Praeger, 2004 ; K. Smith, *Russian Energy Politics in the Baltics, Poland, and Ukraine. A New Stealth Imperialism?*, CSIS, Report, décembre 2004.

repose sur un prérequis : la démocratisation est un préalable pour aboutir à une politique étrangère « normale ». Or, elle conduit à toujours souligner l'anormalité de la Russie et ses décalages avec les critères d'appréciation occidentaux, ce qui, depuis 2005, entraîne un durcissement des positions américaines à mesure que cette anormalité s'exprime¹². Par effet de retour, Moscou s'est crispée d'autant plus volontiers que la dureté assumée vis-à-vis des États-Unis alimente la popularité du Kremlin. Cette tendance finement décrite dans plusieurs contributions de ce numéro s'est récemment accentuée avec la surenchère verbale entre Washington et Moscou à propos des systèmes antimissiles, de la sécurité européenne (moratoire russe sur le traité FCE [Forces conventionnelles en Europe]) et du Kosovo.

La vision russe du monde

Trois contributions aident à saisir la vision russe du monde. Celeste Wallander ouvre la réflexion avec la notion de « trans-impérialisme » pour expliquer le comportement actuel des autorités russes. Désendettée, la Russie dispose désormais de ressources financières significatives lui permettant d'investir à l'étranger. Selon l'auteur, les exemples récents tendent à montrer que les investissements sont téléguidentés par le Kremlin et ne correspondent pas aux règles habituelles du marché : le Kremlin refuserait volontairement de dissocier influence politique et influence commerciale et s'opposerait à tout système de règles contraignantes. Cette approche serait la traduction d'une organisation intérieure résumée par la formule de l'« autoritarisme patrimonial », c'est-à-dire par une juxtaposition complexe de systèmes « patron-client », aboutissant à un enchevêtrement de relations sociales très difficile à démêler de l'extérieur.

Dmitri Trenin partage en grande partie cette approche. Il considère en effet que la politique russe est conduite par un cercle restreint utilisant un discours d'intérêt général pour s'enrichir. Les membres de ce groupe, identifiables en contrepoint, cherchent à valoriser leurs positions institutionnelles en promouvant leur marque : « Kremlin Inc. ». Les affaires sont les affaires, mais nécessitent un ancrage géographique. D. Trenin constate que les milieux d'affaires russes regardent en premier lieu vers l'Europe et les États-Unis, même si certaines fortunes se sont faites en Chine, en Iran ou en Amérique latine. L'« élite » russe entend être intégrée à titre personnel aux élites occidentales ; elle préfère envoyer sa progéniture étudier à Londres plutôt qu'à Pékin. En revanche, elle insiste collectivement sur les potentialités d'une Russie devenue un pôle de croissance et le plus prometteur des BRIC, tout en s'inquiétant, en coulisse, de la montée en puissance de la Chine.

12. B. Lo, « Evolution or Regression? Russian Foreign Policy in Putin's Second Term », in H. Blakkisrud (dir.), *Towards a Post-Putin Russia*, Oslo, NUPI, 2006, p. 72-73.

Dans une optique réaliste, ma propre contribution prend acte des gains obtenus par V. Poutine en politique étrangère, mais souligne un comportement fondamentalement tactique. Sans conteste, le président russe est parvenu à multiplier les options en desserrant l'étau des années Eltsine. Néanmoins, il ne parvient pas à convaincre sur ses choix stratégiques, notamment en ce qui concerne la voie de développement choisie par la Russie. Au cours de son premier mandat, il a défendu le principe d'un rapprochement avec l'Occident et, en particulier, avec l'UE. Chemin faisant, il a inscrit sa politique dans une tradition historique et stratégique qui consiste à refuser tout système d'alliance ou toute forme d'association contraignante.

Russie : incertitudes internes

Quatre contributions permettent de prendre la mesure de ces incertitudes. À la veille d'échéances électorales décisives (législatives en décembre 2007, présidentielle en mars 2008), ces articles remettent en perspective l'organisation politique russe, ainsi que les liens complexes entre État et société. Le rétrécissement des libertés publiques et le durcissement intérieur ont été très tôt clairement identifiés.

Lilia Shevtsova analyse le système présidentiel russe en se concentrant sur les continuités entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine, tout en nuancant fortement la toute-puissance généralement prêtée à ce dernier. L'auteur constate que le Kremlin dispose encore de la capacité de désigner des candidats et, par conséquent, de construire une opposition de toutes pièces. Elle établit un parallèle entre le régime russe et ceux d'Amérique latine des années 1970. Régime bureaucratique semi-autoritaire, la Russie se caractérise par une concentration du pouvoir dans les mains d'un président populaire (dans le cas de V. Poutine), concentration qui se traduit dans la pratique politique par un système de clientélisme généralisé. Selon L. Shevtsova, V. Poutine s'est retrouvé entravé par sa propre équipe, c'est-à-dire par un groupe de proches ayant des intérêts financiers à défendre. Les clientèles qui se disputent la rente énergétique auraient en réalité besoin de le maintenir au pouvoir pour assurer un minimum de stabilité à l'ensemble du système.

Mark Medish revient sur le processus de transition en insistant sur son caractère inachevé. Selon lui, il convient non pas de personnaliser l'analyse, mais de mettre en relief l'incapacité de la Russie à se distancier de son propre passé. Pour dire les choses autrement, l'absence de travail de mémoire touche directement à la morale publique, au comportement des dirigeants politiques ou au manque de respect pour certaines catégories de la population. M. Medish constate également que la personnalité comme le comportement de V. Poutine demeurent énigmatiques. Cependant, et

ce point mérite d'être relevé car il s'inscrit également dans une tradition historique, le président accorde le plus grand soin à la construction de son image à l'étranger.

Ces approches se retrouvent en partie dans l'article d'Alexeï Salmine. À l'instar de L. Shevtsova, ce dernier estime que le président est à la fois trop influent et trop faible ; le régime Poutine plonge ses racines dans l'« infra-démocratie » des années de transition. A. Salmine décrypte la transformation de clans (ayant pour lien la famille, l'origine géographique, les souvenirs d'études ou de régiment) en clientèles organisées pour prendre le pouvoir. De la même manière que les médias se sont transformés en partis politiques sous B. Eltsine, les grandes clientèles jouent, sous V. Poutine, un rôle de régulateur social et exercent donc une forte influence sur les processus de décision publique. Dans les deux cas, la vie publique souffre de l'absence de partis politiques structurés et représentatifs ainsi que d'associations susceptibles d'irriguer la société civile.

William Tompson revient pour sa part sur la « malédiction des ressources » en Russie. Économie de rente bénéficiant à plein de la hausse des prix de l'énergie, la Russie présenterait *a priori* tous les traits d'une « vénézuéliation », c'est-à-dire une incapacité à entreprendre des réformes structurelles, une gestion de la dépense publique « populiste » et un processus de nationalisation. L'auteur nuance fortement cette lecture sans pour autant contester le poids de la rente énergétique dans l'économie russe. Il souligne notamment la particularité de la politique fiscale de la Russie qui n'est pas celle d'un État pétrolier : le montant des taxes à l'exportation et sur les ressources naturelles demeure inférieur à celui des contributions sociales ou à celui des taxes sur la consommation. En termes macroéconomiques, la Russie a su observer une « discipline fiscale exemplaire ». Cependant, W. Tompson souligne les conséquences des « faiblesses institutionnelles », qui encouragent les dirigeants Russes à privilégier le contrôle direct et la coercition plutôt que le contrat et la régulation.

La Russie : nouvelle puissance régionale

Bobo Lo traite un sujet décisif pour l'avenir de la Russie et la stabilité de la plaque eurasiatique : les relations sino-russes. Les deux pays partagent une frontière de 4 300 km et une histoire commune tumultueuse. La Chine est perçue en Russie comme une menace potentielle, mais aussi comme un marché en forte expansion susceptible d'alimenter à terme la croissance russe. Cela explique la « schizophrénie » de la politique russe à l'égard de la Chine. Par peur d'être aspirée, Moscou mise sur un partenariat stratégique maîtrisé avec la Chine. En réalité, cette relation se heurte à deux questions lourdes : le niveau technologique des systèmes d'armes russes vendus à la Chine et la nature des relations énergétiques. Le président est

parvenu à une meilleure diversification et à une institutionnalisation des échanges. En dépit du triplement des échanges sous V. Poutine, B. Lo s'interroge sur la compatibilité à terme des deux économies et des deux stratégies de développement. Selon lui, Moscou continue à concevoir davantage ses relations avec Pékin comme un moyen que comme une fin en soi.

Fiona Hill et Omer Taspinar s'intéressent, quant à eux, aux relations russo-turques au Caucase. Avec la Turquie, la question énergétique est déterminante, dans la mesure où les flux en provenance de la Caspienne à destination de l'Europe transitent par le territoire turc pour contourner celui de la Russie. À l'inverse, les deux pays ont établi des liens directs dans le domaine gazier. Au-delà du domaine énergétique, leurs relations ne cessent de s'intensifier, avec par conséquent une modification des équilibres au Caucase. Riveraines de la mer Noire, la Turquie et la Russie partagent en outre une certaine rancœur à l'égard de Bruxelles et de Washington. La conclusion de F. Hill et O. Taspinar est de nature politique : les Européens devraient se préoccuper d'un rapprochement trop étroit entre Ankara et Moscou, synonyme, à leurs yeux, d'une volonté partagée de maintenir le *statu quo*.

Pavel Baev nous guide au Nord-Caucase, région caractérisée par une intrication ethnique particulièrement complexe et profondément déstabilisée par la guerre de Tchétchénie. Il montre bien comment la « guerre contre le terrorisme » structure la politique du Kremlin et se répercute sur les fragiles équilibres régionaux. Son analyse porte à la fois sur les conditions de sécurité et sur l'organisation des pouvoirs locaux, tout en posant la question du rapport entretenu par les autorités russes avec les islamistes radicaux. Une des conclusions de P. Baev est un appel à la vigilance car, selon lui, le conflit continue à couver au Caucase : un embrasement est toujours possible.

La Russie : partenaire de l'UE

Timofeï Bordatchev propose une lecture inhabituelle de l'ambivalence de Moscou à l'égard de l'UE. Selon lui, les nombreux mécanismes institutionnels existants se révèlent incapables de gérer les profondes différences de comportement social et politique des deux partenaires. Moins basé sur l'analyse que sur la proposition, cet article plaide pour un recours systématique aux sociétés civiles et aux milieux économiques pour cimenter la relation. Cette volonté d'élargir la base de coopération devrait aboutir à la constitution des groupes d'intérêts russo-européens, ce qui conduit T. Bordatchev à insister sur la nécessité d'organiser des actions de *lobbying* croisées.

Dans le champ de la sécurité, Andrew Monaghan examine les potentialités du triangle OTAN/Russie/UE. Contrairement à un certain nombre d'idées reçues, la coopération entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et la Russie donne lieu à des résultats tangibles, mais se heurte également à de lourds blocages institutionnels. L'auteur établit un parallèle entre ce triangle et le modèle historique des « ententes », au sein desquelles coexistaient des facteurs de coopération et de confrontation. Les « ententes » présentaient en outre l'avantage d'éviter contrainte et isolement ; elles offraient un mode de gestion des enjeux de sécurité plus souple que celui des alliances. Selon A. Monaghan, ce modèle historique serait très utile, dans une forme actualisée, à la stabilité européenne, si l'UE, l'OTAN et la Russie en acceptaient le principe.

Le partenariat UE/Russie rime de plus en plus avec interdépendance énergétique. Vladimir Milov revient sur les conséquences de l'intégration croissante des marchés énergétiques. Il existe plusieurs points de crispation entre les deux parties, au premier rang desquels figure le décalage entre la libre concurrence prônée par l'UE et les monopoles énergétiques russes, en particulier dans le domaine gazier. Ce décalage se ressent fortement sur les contrats de long terme et renvoie au refus de la Russie de ratifier la Charte de l'énergie, présentée par les Européens comme un moyen de construire une relation énergétique paneuropéenne stable. Très critique sur les orientations russes et sur le manque de réaction des Européens, V. Milov met en évidence le caractère crucial de cette relation énergétique à l'horizon 2012.

Les BRIC, un moyen de construire l'avenir ?

Russie et globalisation

Cette question va au-delà du débat en cours sur l'(a)normalité de la Russie¹³. Économies à fort potentiel de développement, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine devraient dépasser le G6 (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) d'ici 40 ans¹⁴. En 2003, les BRIC représentaient 15 % du poids économique du G6. En 2025, ils devraient en représenter plus de la moitié. Dans ce groupe, la Russie fait figure d'exception, dans la mesure où elle serait la seule dont la population pourrait atteindre le niveau de vie du G6 en PIB par habitant. Ces projections optimistes se fondent sur le principe d'une constance politique et d'un renforcement des institutions dans ces pays.

13. A. Shleifer et D. Treisman, « A Normal Country », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 2, 2004, p. 20-38.

14. La fortune récente des BRIC comme concept prospectif doit beaucoup à l'étude suivante : D. Wilson et R. Purushothaman, « Dreaming With BRICs: The Path to 2050 », Goldman Sachs, *Global Economics Paper*, n° 99, octobre 2003. Les chiffres suivants proviennent de cette étude.

Moscou a toujours porté un projet de puissance visant à exister sur la scène internationale, sans se satisfaire d'un rôle périphérique. Cependant, le refus de la marginalisation spatiale s'est accompagné d'une différenciation temporelle, qui s'explique précisément par l'immensité du territoire (11 fuseaux horaires) et par une volonté de conduire un développement à son rythme, sans importations étrangères. C'est bien le sens de la « spécificité » promue par le Kremlin depuis l'arrivée au pouvoir de V. Poutine. Ce discours peut se lire comme une réaction à la globalisation, définie comme flux d'échanges et de menaces, non seulement entre États (et plus seulement entre États voisins), mais aussi entre sociétés. Parallèlement, le discours sur les potentialités des BRIC peut se lire comme une volonté de s'intégrer et de saisir des opportunités de la globalisation. Cette ambivalence se rattache à une hésitation fondamentale – historiquement marquée – des autorités russes à l'égard des processus globaux. Ces derniers entraînent des changements profonds dans la société, qui finissent par affecter la stabilité du pouvoir. Cela conduit les autorités russes à prévenir sa contagion, et, par conséquent, à prendre des mesures de contrôle, qui font manquer de nouvelles opportunités de développement apportées par la globalisation. Ce cercle vicieux s'observe à plusieurs moments clés de l'histoire russe¹⁵.

Rien n'indique que la Russie l'ait quitté. En effet, l'accès au niveau global continue à se faire par des portails régionaux. Cette régionalisation demeure cruciale pour la Russie, en particulier dans le domaine gazier où l'intégration se heurte aux contraintes géographiques et à la structuration autour de trois zones principales (Amérique du Nord, Asie et Europe). Dans ce champ crucial, la Russie est clairement connectée à l'Europe, même si elle est appelée à tenir un rôle majeur dans l'interconnexion de ces marchés¹⁶. Son activité économique est en grande partie orientée vers l'Union européenne, voisine et facile d'accès. Il suffit de prendre l'avion pour s'en convaincre.

	Moscou (distance en km)	Moscou (heures de vol)
Pékin	5 791	7
New Delhi	4 314	5
Rio de Janeiro	11 549	13
Washington	7 821	11
Berlin	1 621	1,45

15. C. Wallander, « Global Challenges and Russian Foreign Policy », in R. Legvold, *op. cit.* [6], p. 444-445.

16. J.-M. Chevalier, *Les Grandes Batailles de l'énergie*, Paris, Gallimard, 2004, p. 254-255.

Seuils technologiques et croissance

Le discours du Kremlin sur les BRIC se heurte à des difficultés structurelles d'organisation ne lui permettant pas de franchir des seuils technologiques significatifs. Dans cette optique, la Russie est toujours demeurée une puissance de deuxième ordre, sauf à l'époque soviétique, mais à un coût prohibitif¹⁷. Sur la durée, il apparaît que les autorités russes tentent souvent de compenser la faiblesse économique, scientifique et technologique de leur pays en survalorisant la composante politico-militaire de leur politique étrangère.

En recourant aux BRIC pour envisager le futur de son pays, V. Poutine laisse à penser que la croissance de demain passe par une forte diversification des flux commerciaux actuels, tout en restant discret sur leurs implications en matière de transferts technologiques. Il délivre également un discours à haute valeur politique en indiquant que les relations internationales ne peuvent plus se limiter au jeu entre l'UE, le G8, l'OTAN ou les États-Unis. Selon lui, ce format des BRIC « est déjà très productif » même s'il prend soin de distinguer l'importance en termes de stabilité régionale, c'est-à-dire aussi de sécurité, du triangle Russie/Chine/Inde, dans la mesure où ces pays « sont presque voisins¹⁸ ».

Les années Poutine resteront associées à l'euphorie économique provoquée par une croissance ininterrompue depuis 1999. Entre 1989 et 1998 (date de la dernière crise financière), la Russie a connu une baisse cumulée de son PIB de 44 % et, entre 1999 et 2006, une hausse cumulée supérieure à 53 %. Pour 2007, la Russie devrait continuer sur un rythme de croissance supérieur à 6,5 %. L'inflation est relativement bien maîtrisée et devrait descendre en dessous de 10 % en 2007. Largement désendettée, la Russie affiche une confortable réserve de change, ainsi qu'une balance des paiements très excédentaire. Cependant, le rapide désendettement de l'État fédéral s'accompagne d'un lourd endettement des principales compagnies énergétiques (Gazprom et Rosneft) censées alimenter la croissance russe. Par ailleurs, cette dernière accentue la dichotomie spatiale de la Russie, dans la mesure où elle profite presque exclusivement aux centres urbains au détriment des vastes zones rurales dépourvues d'équipements : une partie de la population ne bénéficie ni des infrastructures ni d'un accès aux services d'éducation¹⁹. Ces indicateurs macroéconomiques méritent d'être comparés à ceux de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

17. L. Freedman, « Traditional Security », in A. Arbatov et al., *Russia and the West: The Twenty-First Century Security Environment*, Armonk, Sharpe, 1999, p. 26.

18. V. Poutine, entretien avec la presse indienne, 18 janvier 2007.

19. L. Dienes, « Reflections on a Geographic Dichotomy: Archipelago Russia », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 43, n° 6, 2002, p. 443-458.

	Russie	Chine	Inde	Brésil
Population (2005, en milliers)	143 202	1 315 844	1 103 371	186 405
PIB total (PPA, en millions de dollars)	1 575 561	9 412 361	3 633 441	1 576 728
Croissance annuelle (2005, en %)	6,4	9,9	8,3	2,3
PIB par habitant (PPA, en dollars)	11 041	7 204	3 344	8 584

NB : PPA : parité de pouvoir d'achat.

Sources : Ifri, OCDE.

Force énergétique et faiblesse démographique

Deuxième producteur mondial de pétrole (avec 12 % de la production mondiale) et premier producteur mondial de gaz (avec 21,8 % de la production mondiale), sixième producteur mondial de charbon et cinquième producteur mondial d'électricité nucléaire, la Russie exerce une large part de sa puissance politico-économique par le biais énergétique. Ses exportations sont considérées comme des moyens de projection à l'étranger et, en premier lieu, dans son « étranger proche »²⁰. Dans un contexte de tensions sur les prix et de forte augmentation de la demande (Chine et Inde), ses positions sont appelées à se renforcer. Cependant, la réorganisation du secteur énergétique est pleine d'incertitudes, en raison notamment de la forte augmentation de la demande intérieure. La croissance bénéficie à plein du niveau élevé de la demande extérieure, ce qui conduit certains experts à présenter la rente énergétique comme le *deus ex machina* de l'économie russe. L'équilibre futur entre les BRIC dépend de l'équation entre possession de ressources, poids démographique et ambitions géopolitiques. De ce point de vue, leurs relations sont d'ores et déjà profondément fissurées.

Par rapport à la Chine, à l'Inde et au Brésil, la Russie subit un véritable krach démographique. Depuis la chute de l'URSS, elle a connu une perte sèche de 5 millions de personnes, avec des projections alarmistes à 104 millions en 2050. L'espérance de vie atteint aujourd'hui 63 ans (57 ans pour les hommes et 71 pour les femmes). Le taux de fécondité oscille entre 1,25 enfant (zones urbaines) et 1,5 enfant (zones rurales) par femme. Le dernier recensement, qui date de 2002, fait apparaître la répartition par âge suivante (en pourcentage de la population totale) : 25,2 % pour les moins de 20 ans, 29 % pour les 21-40 ans, 27,2 % pour les 41-60 ans et 18,5 % pour les plus de 60 ans. La situation sanitaire de la Russie est toujours préoccupante : avec 305 000 cas recensés de VIH en 2005, sida et hépatites

20. F. Hill, *Energy Empire*, Londres, FPC, 2004.

constituent de vrais problèmes de santé publique²¹. Aux clivages générationnels, sanitaires et régionaux s'ajoutent de profondes disparités sociales. Le revenu moyen mensuel à l'échelle fédérale s'élevait en janvier 2005 à 7 850 roubles (environ 220 euros, non corrigé en standard de pouvoir d'achat [SPA]).

Cette situation démographique particulièrement préoccupante conduit à s'intéresser aux flux de migrations vers la Russie.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Entrées en Russie	359 330	193 450	184 612	129 144	119 157	177 230
Départs de Russie	145 720	121 166	106 685	94 018	79 795	69 798
Solde	213 610	72 284	77 927	35 126	39 362	107 432

Source: Goskomstat.

Entre 2000 et 2005, l'immigration vers la Russie entraîne un gain net de population de 545 741 personnes selon les statistiques officielles, auxquelles il convient d'ajouter une immigration illégale toujours difficile à quantifier. Les principaux pays d'immigration vers la Russie sont par ordre décroissant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine. À l'inverse, les Russes émigrent vers l'Allemagne, l'Ukraine et le Kazakhstan. Autrement dit, une bonne partie des flux migratoires se font au sein de l'espace post-soviétique. La Russie est le deuxième pays de migrations au monde derrière les États-Unis. En 2005, elle a accueilli 12,1 millions de migrants, ce qui représente 6,4 % des migrations mondiales. Entre 2000 et 2004, le nombre de permis de travail délivrés par la Russie a doublé pour s'établir à 400 000²². Par ailleurs, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), de 3,5 à 5 millions de migrants sont actuellement employés sur le marché du travail informel, en particulier dans le domaine agricole et de la construction. Ces migrants proviennent dans leur grande majorité des pays de la Communauté des États indépendants (CEI) et d'Asie du Sud-Est.

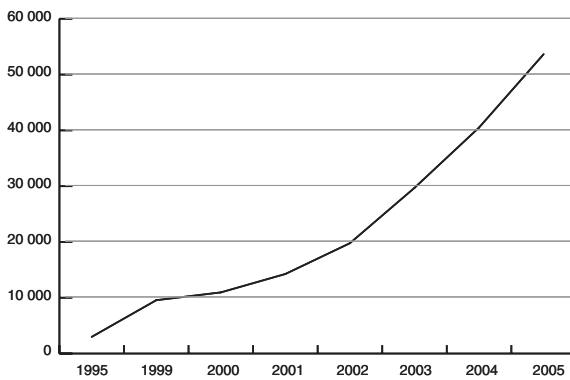
Contrairement à une idée répandue, la Russie est un pays ouvert sur le monde. Plusieurs indicateurs en témoignent. En premier lieu, le nombre de touristes russes ne cesse d'augmenter avec pour principales destinations (hors CEI) : Turquie, Chine, Égypte, Finlande, Italie et Grèce. En second lieu, l'accès à Internet a connu une forte croissance avec un taux de 111 pour 1 000 habitants en 2004 (72 en Chine, 32 en Inde et 122 au Brésil). La téléphonie mobile a elle aussi connu une croissance spectaculaire ; en effet 2,2 % de la population russe disposait d'un portable en 2000, contre 24,7 % en 2003 et 86,6 % en 2005. En troisième lieu, les courbes des investissements

21. Les estimations du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) sont supérieures à 800 000 cas.

22. Nations unies.

étrangers en Russie et russes à l'étranger sont toutes deux ascendantes. Pour le premier semestre 2007, les investissements directs étrangers (IDE) s'élevèrent à 151 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de plus de 33 % par rapport à 2006²³. Hors CEI, les principaux pays investisseurs en Russie sont par ordre d'importance (en 2005) : le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, Chypre, l'Allemagne, la Suisse, les États-Unis, la France, les îles Vierges et l'Autriche. La Chine, l'Inde et le Brésil n'investissent pas encore en Russie à des niveaux comparables.

Investissements directs étrangers (hors pays de la CEI) en Russie



en millions de dollars.
Source : Goskomstat.

Pour résumer, les véritables différences entre la Russie et les BIC sont de nature démographique, énergétique et politique. En effet, la population de la Russie est en déclin, ce qui se traduit par une situation individuelle meilleure. La Russie possède à n'en pas douter les ressources énergétiques nécessaires à son développement, ressources qui suscitent la convoitise de la Chine et de l'Inde. La forte pression démographique combinée à la forte demande énergétique pourrait évidemment placer la Russie en situation délicate à terme. À la différence des BIC (membres de l'Organisation mondiale du commerce [OMC]), la Russie possède une influence politique par le biais de son siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et de membre du G8. L'accession à l'OMC demeure un objectif de V. Poutine à court terme. En réalité, la Russie est engagée dans un effort pour renverser le déclin des années 1980 et 1990. Elle cherche à devenir un *great power* au sens classique de ce terme. Il s'agit pour elle de restaurer son influence dans l'espace post-soviétique et de limiter la pénétration de puissances étrangères²⁴.

23. Goskomstat.

24. S. N. MacFarlane, « The 'R' in BRICs: Is Russia an Emerging Power? », *International Affairs*, vol. 82, n° 1, 2006, p. 41-57.

Un projet de puissance daté

Poids de la mémoire et devoir d'histoire

Les dirigeants russes subissent le poids de l'histoire dès qu'ils tentent de moderniser le projet de puissance de leur pays. Cette emprise du passé guide leur réflexion et leur action. V. Poutine s'efforce timidement de réconcilier mémoire rouge et mémoire blanche, sans se lancer dans un travail de mémoire au sens où l'entendent les Européens. Victorieuse en 1945, dominant une partie du monde jusqu'en 1989, brutalement déclassée en 1991, la Russie ne conçoit pas d'avoir à relire son histoire contemporaine. Cela conduit les Russes à entretenir un rapport ambivalent avec Staline, qui reste à leurs yeux le vainqueur de la « grande guerre patriotique ». En dépit de nombreuses initiatives, son souvenir est encore largement mythifié plongeant le pays dans une sorte d'amnésie collective affectant sa maturité politique. À cela s'ajouterait désormais une large ignorance des jeunes générations au sujet du stalinisme²⁵.

Lorsque V. Poutine déclare que la chute de l'URSS est « la plus grande catastrophe géopolitique du siècle », il choque à l'étranger²⁶. Cependant, en ajoutant que cet effondrement a été un « drame véritable » pour le peuple russe, il exprime le sentiment profond de ses concitoyens. Les Russes n'entretiennent pas un rapport coupable à leur passé. Ni repentance ni contrition à attendre de leur part. Le sacrifice humain consenti est obsédant et explique pourquoi, en Russie, avoir un grand-père est davantage une abstraction qu'une réalité vécue²⁷. Ces millions de morts de l'expérience communiste hantent les consciences et inhibent les comportements. Cette immanence est au cœur de la quête identitaire de la Russie post-soviétique²⁸, et contribue à expliquer la place spéciale réservée aux forces armées et aux services de renseignement. Ces « organes » sont toujours considérés comme vitaux à la survie de l'État russe, qui continue à alimenter son prestige interne en remâchant leurs faits d'armes passés. Sous cet angle, on comprend mieux l'obsession chez V. Poutine de renouer avec la grandeur d'un passé largement mythifié²⁹.

La mémoire des dirigeants et de la population est une mémoire traumatisée. Les premiers défendent une organisation politico-militaire qui a failli se désagréger à trois reprises au cours du siècle : 1917, 1941 et 1991. Le

25. S. Mendelson et Th. Gerber, « Failing the Stalin Test », *Foreign Affairs*, n° 1, 2006, p. 2-8.

26. V. Poutine, discours devant l'Assemblée fédérale, 25 avril 2005.

27. Sur le premier point, voir C. Merridale, *Ivan's War*, New York, Metropolitan Books, 2006 ; sur le second : intervention d'une experte russe, « Russia as Global Partner: Recipe for Success or Empty Slogan? », 839th Wilton Park Conference, février 2007.

28. J. Billington, *Russia in Search of Itself*, Washington D. C., Woodrow Wilson Center, 2004.

29. R. Legvold, « Russian Foreign Policy During Periods of Great State Transformation », in R. Legvold, *op. cit.* [6].

peuple russe – matériau humain longtemps considéré comme inépuisable – continue à subir et à tenir. Il suffit pour s'en convaincre de se retourner sur les 15 dernières années. Comme le constate M. Medish, ce qui frappe en Russie depuis la chute de l'URSS, « c'est l'ampleur des catastrophes évitées ». En marge de nos critères habituels d'appréciation, les autorités russes ont su éviter le pire en 1991 (lors du putsch), en 1993 (lors de l'attaque du Parlement), en 1995 (avec le regain de vigueur du Parti communiste) et en 1998 (lors de la crise financière). Autant de crises que les Russes ont absorbées seuls et qui expliquent pourquoi ils n'attendent rien de l'étranger.

Dans le même temps, la Russie a renoué avec la guerre, comme si celle-ci était indispensable au fonctionnement normal de son État : la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) a été un cuisant échec opérationnel. La seconde guerre de Tchétchénie (commencée en 1999) s'est achevée, selon le Kremlin, par un processus de « normalisation », même si de nombreuses troupes russes restent mobilisées au Sud-Caucase. Point crucial : depuis la prise d'otages de Beslan, le Kremlin se considère en guerre contre le « terrorisme international », qui doit être éradiqué par tous les moyens, au premier rang desquels figure bien sûr le renforcement de l'État – vieux schéma historique, encore une fois actualisé.

Implications géopolitiques du projet de puissance

Le projet de puissance russe est viscéralement national et fédéral, c'est-à-dire que Moscou, à la différence de ses partenaires européens, n'envisage pas son avenir en termes d'intégration ou de regroupement d'États. Le maintien de la Fédération de Russie dans ses limites actuelles est l'objectif prioritaire. C'est pourquoi Moscou défend jalousement sa souveraineté, souveraineté exacerbée en réalité qui la conduit à une politique d'indépendance visant à défendre, sans fausse honte, les intérêts nationaux et fédéraux, en tous temps et tous lieux. Ce principe directeur explique le souci de V Poutine de retrouver une marge de manœuvre en refusant un statut de *junior partner* à l'égard de Washington et, plus largement, en concevant les échanges avec ses partenaires sur le mode de l'association, et non de l'intégration.

La deuxième caractéristique de la politique de sécurité de Moscou s'explique par l'anormalité de l'espace russe. Moscou conçoit son territoire comme une charnière diplomatique au cœur du *heartland*, charnière qui l'oblige – voudrait-elle le contraire, qu'elle ne le pourrait – à être présente simultanément sur plusieurs théâtres régionaux. Cette situation explique l'activisme d'une diplomatie agissant au niveau global (par le biais des institutions internationales), régional (par le biais d'un maillage d'organisations régionales, par exemple l'Organisation de coopération de Shanghai

[OCS]) et bilatéral (qui la place en situation de force, en particulier dans l'espace post-soviétique et vis-à-vis de pays européens). Par conséquent, il n'y a chez V. Poutine nulle rétractation du champ d'action en politique étrangère. La tendance serait plutôt à l'extension, avec une volonté de retrouver des positions occupées au cours de la période soviétique (en Algérie ou en Syrie par exemple), mais aussi de nouer des partenariats énergétiques (par exemple, avec le Venezuela ou l'Iran).

L'actuelle politique russe plonge ses racines dans une identité nationale et post-impériale en pleine recomposition, encore hantée par le rapport à l'étranger. C'est précisément ce rapport qui révèle l'ambivalence des positions de la Russie et cette forme d'incapacité à générer des processus positifs de regroupements au-delà de ses frontières sous forme d'intégration. Les échecs de Moscou en matière d'intégration régionale traduisent une difficulté à s'engager dans la durée sur des principes de confiance.

Le Kremlin porte aujourd'hui un projet de puissance fondamentalement réaliste, qui consiste à apprécier en toutes circonstances l'équilibre des forces pour saisir la moindre opportunité de gains rapides. Une analogie est possible entre les années Eltsine et les années Poutine dans le rapport à l'Occident et dans l'utilisation des relations avec la Chine. Avec des tonalités et des moyens différents, les deux mandats se sont ouverts avec une volonté affichée d'ancrage à l'Ouest et se sont achevés sur des inflexions eurasiatiques. Avec une différence d'affichage et de degré : la référence récente aux BRIC apporte une touche de futurisme en écartant momentanément le spectre du face-à-face sino-russe. Cependant, le Kremlin va continuer à penser son environnement international à la lumière de son passé et, par conséquent, à regarder vers l'Occident. Se globaliser est affaire d'ancrages géographiques et de rythmes de développement. Si les premiers vont progressivement se diversifier, les seconds restent plus difficiles à prévoir. Alors que l'espace russe nous est devenu familier, le temps russe continue à nous échapper.

Thomas Gomart
Centre Russie/NEI, Ifri